

Je recevais ce matin une lettre de Vancouver, ville à laquelle je suis bien attaché, y ayant vécu un bon moment; et je puis vous dire qu'il sort au moins des idées, de l'Ouest. Cette lettre fait état d'un modèle socio-économique de planification du bien être destiné au Vancouver métropolitain. Nous commençons à voir, pour le moins, que nous travaillons ensemble avec un certain degré de confiance. J'ai l'impression que pareille confiance vient tout juste de faire son apparition dans les ministères du gouvernement au niveau de l'organisation. Je ne parle pas des échelons supérieurs, mais j'espère que là aussi le même phénomène se manifeste. Il nous faut aller au-delà du verbiage. Il nous faut dépasser le stade où chacun prétend que "certainement, nous collaborons", etc., etc. En ce moment, il n'y a guère de collaboration.

Voilà mon opinion à moi, après huit mois d'expérience; la situation est telle parce que les services sont figés à l'intérieur des programmes. Nous n'avons pas appris à réagir à la réalité. On a abusé du mot "flexibilité", mais je le trouve ici tout à fait à sa place.

Le Président: Monsieur Walden, la question était la suivante: en supposant que le Comité soit d'accord quant aux trois moyens à prendre pour enrayer la pauvreté, quels sont vos commentaires et vos critiques? Laissons de côté la question de savoir d'où viendra l'argent. Nous supposons que le gouvernement aura l'argent nécessaire au moment voulu. Prenons le point de vue du particulier. Nous affirmons qu'un homme vivant dans la pauvreté a besoin d'argent, de services, et aussi d'une attitude différente, afin qu'il puisse s'extraire lui-même du monde de la pauvreté. Voilà de quoi il a besoin. Passons sur ce qu'il nous faudrait. Que dites-vous de cela? Vous avez l'expérience de ces milieux pauvres; vous avez plusieurs années de service au sein du ministère.

M. Walden: Vous voulez que je précise les services?

Le Président: Que pensez-vous que nous ayons raté? De quoi ont-ils besoin, et comment l'envisagez-vous?

Le sénateur Quart: Est-ce que la question de l'emploi et celle des possibilités d'emploi ne seraient pas liées à la question des attitudes?

Le Président: Oui. De l'attitude à l'égard des services.

M. Cormier: Voulez-vous des commentaires tout de suite?

Le Président: A votre goût. Vous pouvez apporter des commentaires à tout moment de votre choix.

M. Cormier: Nous avons l'argent, nous avons les services, et à mon avis, nous sommes devant un problème d'attitudes, comme vous le disiez, monsieur le sénateur, et cela comporte toutes sortes d'aspects, comme l'éducation, et bien d'autres. Nous avons de l'argent. Supposons, en tous cas, que nous en ayons. Il n'y a pas si longtemps que le Secrétariat des plans spéciaux, qui avait été mis sur pied en vue d'étudier la pauvreté à la suite d'une enquête sur les services fédéraux, a découvert 117 programmes fédéraux différents, tous destinés à soulager la pauvreté. Je n'ai pas les statistiques sous les yeux; je dis 117, mais ce n'est peut-être pas tout à fait exact. D'une manière ou d'une autre, le problème de la pauvreté augmentait au Canada. On découvrit que certains programmes en cours de préparation s'étaient laissés enfermer dans un genre de camisole de force sur le plan du fonctionnement, et qu'ils n'atteignaient pas les gens qui en avaient besoin. Le problème se pose au niveau de la distribution des services; les attitudes ne se divisent pas, ce qui pose à la fois le problème des attitudes de ceux qui font l'objet des programmes contre la pauvreté et de ceux qui les organisent. Ceux qui exécutent les programmes contre la pauvreté ont l'impression que le phénomène de la pauvreté peut s'évaluer à la lecture de rapports et que, d'une tour d'ivoire, on peut tout régler.

Le Président: Vous dites que cela ne peut se faire?

M. Cormier: Cela ne peut se faire, même si certains sont persuadés du contraire.

Le Président: Pourquoi n'avez-vous pas dit cela dans votre mémoire—que nous ne faisons que jouer avec les mots? Pourquoi ne pas nous l'avoir dit dans votre mémoire? Nous comptons sur vous pour nous renseigner. Nous voulons savoir ce qui se passe. Dans votre mémoire, vous auriez dû nous dire: "Vous autres, vous ne vous y prenez pas de la bonne manière. Vous n'êtes pas du tout dans la réalité". Le mémoire qui vient le dit. J'ai lu le mémoire suivant, et il l'affirme très clairement.

Le sénateur Pearson: J'ai lu le mémoire qui nous est proposé en ce moment, et je m'y suis tout de suite opposé. Ce mémoire prêche du haut d'une tour d'ivoire. Il explique au Comité ce qu'il aura à faire lorsqu'il se mettra en frais d'aller découvrir ce qu'est la pauvreté. En réalité, le Comité fera lui-même ses propres découvertes. Il y a des centaines d'années que la pauvreté est ici parmi nous, et personne n'a encore réussi à résoudre ce problème. Il est inutile d'apporter au Comité un mémoire de ce genre, car il ne fait que refléter une attitude de tour d'ivoire. Il nous faut sortir de notre milieu et découvrir ces choses-là par nous-mêmes. Après, nous trouverons des solutions.